

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (LA LUTTE CONTINUE) !

TOUJOURS LÀ POUR NOUS DÉFENDRE ET POUR DÉNONCER

La page est-elle définitivement tournée ? De fait, l'histoire de l'usine Ford commence forcément à se raconter au passé.

C'est vrai que ça ferme, que rien n'est sauvé, pas même un bout, que nous sommes ou allons toutes et tous être licencié.es ou bien pré-retraité.es. Alors comme le disent certains, à quoi bon s'accrocher, faudrait passer à autre chose.

Cela semble raisonnable. Et pourtant, ce n'est pas l'option choisie par l'équipe de la Cgt-Ford. Même si notre slogan « même pas mort » a pris un gros coup sur la tête, il reste que notre bataille continue, que nous n'avons pas dit notre dernier mot, que nous n'avons pas fini de dénoncer une fermeture et des suppressions d'emplois injustifiables comme dramatiques.

Forcément cette bataille s'annonce relativement discrète tant les pouvoirs publics et les médias se défilent, effaçant ainsi plus que vite une situation qui va pourtant coûter cher à la population, au moins dans l'agglomération bordelaise.

Comme nous l'avons déjà dit, nous continuons notre action en justice. Nous allons en cassation pour démontrer qu'il n'y a pas de motif économique justifiant la fermeture, pour faire condamner Ford pour licenciement illégal.

Pour nous il est question aussi de démontrer que l'État, les pouvoirs publics ont fui leurs responsabilités, qu'ils ont laissé faire la multinationale, comme une trahison de l'intérêt collectif, alors qu'il y avait les moyens d'agir et d'empêcher le désastre.

Qu'ils aient agi ainsi parce qu'ils sont du côté des capitalistes, complices des politiques libérales ou par dérobade, craignant la confrontation ou encore par carriérisme, se contentant d'appliquer bêtement des ordres, peu importe, le résultat est le même.

Alors bien sûr que nous ne sommes pas prêt.es à nous taire. Pour les emplois, pour la suite, contre la fatalité, pour que la situation change, nous résisterons encore.

LE 5 DÉCEMBRE : LE DÉBUT DE QUELQUE CHOSE ?

Les appels à la mobilisation, à la grève même reconductible se multiplient pour le jeudi 5 décembre. A l'initiative des salarié.es de la RATP, suivi par les cheminots, d'autres services publics, dans le privé aussi, par l'assemblée des Gilets Jaunes, cela fait du monde, comme un regroupement des colères qui sont nombreuses depuis un moment.

A l'origine, il s'agit d'une action contre la nouvelle « réforme » des retraites qui se traduirait encore par des pertes importantes des pensions, par une remise en cause du mode de calcul qui provoquerait un recul social pour la plupart des travailleurs.

Mais les attaques sont multiples : moins de budget pour la santé, la sécurité sociale encore plus démantelée, les indemnités chômage ré-

duites alors que la précarité augmente, des licenciements et suppressions d'emplois frappent un peu partout (on sait de quoi on parle), les prix augmentent dans tous les domaines importants de la vie (loyers, transport, santé, nourriture ...).

Bref, la situation devient impossible pour nombre d'entre nous, pour des millions de gens. D'ailleurs, on le voit avec les nombreuses luttes actuelles, les Gilets Jaunes bien sûr depuis 1 an mais aussi dans les services d'urgences, à la SnCF, dans l'éducation nationale, des luttes pour un logement décent, pour l'accès aux soins...

La souffrance, l'humiliation, les violences subies sont là, au travail (suicides, craquages, maladies) comme au chômage (surmortalité).

De plus en plus de gens sont écrasés, s'enfoncent dans les difficultés alors que les fortunes augmentent, incroyablement indécentes, profits, dividendes, salaires des dirigeants du CAC40, fortunes personnelles, les millions et les milliards d'euros sont ainsi détournés des caisses sociales et publiques vers une poignée d'égoïstes, parasites.

Ça craque, ça commence à péter. Nous ne sommes pas les seuls : au Liban, Chili, Equateur, Venezuela, Hong-Kong, Irak, Soudan... les populations se révoltent contre un système économique insupportable.

Alors oui nous donnons rendez-vous dans la rue ce 5 décembre et les jours qui suivent, toutes et tous ensemble.

IL Y A BIEN DES RESPONSABLES

L'usine ferme et nous sommes licencié.es pour la plupart. Nous faisons le constat amer d'un désastre social, humain. Mais cette histoire ne se résume pas à ce qu'on peut appeler une défaite. Nous avons résisté, tenté de bousculer les choses, nous n'avons jamais désespéré et de ce point de vue, nous n'avons certainement pas tout perdu, car nous avons aussi de quoi être fiers.

EN LUTTANT, ON PEUT NE PAS GAGNER...

Dès l'annonce de Ford en février 2018 jusqu'au non jugement de la cour d'appel le 17 septembre 2019. Entre temps nous n'avons rien lâché. Dans un contexte difficile, avec des collègues majoritairement résignés, considérant la bataille perdue d'avance, nous avons à une minorité chercher des points d'appuis, peu nombreux et souvent peu fiables, nous avons essayé de créer des brèches, des possibilités de nous en sortir.

Nous avons voulu empêcher Ford de lancer son PSE de fermeture puis tenter une reprise de l'activité avec le seul « candidat » repreneur qu'il y avait, puis tenter de forcer la piste de la réquisition par l'Etat, puis d'obtenir gain de cause en saisissant la justice.

La détermination de Ford à liquider le site et à ne laisser aucune chance à un maintien d'activité quel qu'il soit, alliée à la capitulation de l'Etat et des pouvoirs publics, a mis fin à notre espoir de créer l'exploit de sauver quelques centaines d'emplois.

Mais cette lutte n'a pas servi à rien. Le fait d'avoir agi pour faire intervenir l'Etat, pour contraindre Ford à accepter une reprise, de s'être accrochés avec les dirigeants de Punch, affairistes et peu scrupuleux pour obtenir des conditions de reprise correctes, tout cela a montré que finalement personne ne voulait vraiment

sauver l'usine, ni Ford, ni Punch ni les responsables politiques, ni même les pouvoirs publics.

Il y avait sûrement la possibilité d'empêcher la fermeture qui est toujours apparue comme injuste et scandaleuse pour une majorité de gens. Aujourd'hui c'est forcément un énorme gâchis.

Et les responsables de cette situation ne peuvent pas être celles et ceux qui ont mené la bataille jusqu'au bout. Même si, comme dans toute lutte, il est possible que nous ayons fait quelques erreurs stratégiques et qu'on ait manqué des occasions de frapper fort. Nous pouvons nous reprocher beaucoup de choses, mais pas celle d'avoir subi les événements.

MAIS EN NE LUTTANT PAS, ON EST SÛR DE PERDRE

(un peu de polémique entre syndicats)

Nous avons quelques mots à dire sur les écrits affligeants de nos collègues de la CFTC.

Ils ont fait le choix de ne pas mener la bataille au moment où c'était possible, comme s'ils n'étaient pas concernés, se contentant de commenter l'action des autres, à la fois résignés et impuissants. Après avoir dénigré toute tentative de sauver l'usine par une reprise, les voilà maintenant qui pensent trouver des arguments justifiant leur inaction passée.

Punch, l'ancien candidat à la reprise, met effectivement en place aujourd'hui un plan de suppressions de 50 emplois dans son usine de Strasbourg. La direction vient même de licencier brutalement un camarade de la Cgt-Punch, pour refus de mutation. Et peut-être n'est-ce que le début d'une série d'attaques diverses.

Pour la CFTC, ce serait la preuve que l'intersyndicale aurait eu tort de « négocier » le projet de reprise avec un patron aussi peu fiable. Mais ils ont tort. La meilleure façon de tout perdre, c'est de ne rien faire et de constater les dégâts quand c'est trop tard.

La bataille se mène dans des conditions déterminées, avec un rapport de force existant. Nous avons fait ce que nous avons pu avec les moyens que nous avons. Il ne sert à rien de prédire le pire ou de s'avouer vaincu avant que l'histoire ne soit finie. Et c'est ce que nous reprochons aux collègues de la CFTC, de ne pas avoir bataillé avec nous.

RENDEZ-VOUS HEBDO

Même si les collègues sont très peu nombreux à venir le mardi au CE (à 11h), nous maintenons ce rendez-vous hebdomadaire pour qu'existe un cadre de discussions et d'informations entre nous. Cela nous paraît important, ne serait-ce que pour garder des liens de solidarité, pour s'entre-aider, pour éviter l'isolement, pour envisager les suites collectivement.

MARDI 12 NOVEMBRE À 11H/12H AU CE

DATE À RETENIR

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SALARIÉ.ES

dimanche 8 décembre 2019 à 10 heures
Salle Douat - En présence de notre avocat

Il s'agit de commencer notre démarche au tribunal des Prud'hommes pour contester nos licenciements injustifiés d'après nous. C'est une procédure longue, avec constitution de dossiers individuels mais gérés collectivement. Nous proposons ce rendez-vous pour expliquer comment on va pouvoir faire.

FORD BLANQUEFORT :
LA FRANCE A ÉTÉ FERME
JUSQU'AU BOUT

